

Industrie aéronautique et de défense en France, quels enjeux pour demain ?



© istock.com/KuntalSaha

◀ *Le Rafale, avion de combat de l'Armée de l'Air française.*

Dans un contexte sécuritaire marqué par la gravité, l'urgence et la complexité des crises géopolitiques ainsi que par un niveau croissant de menaces, l'industrie aéronautique et de défense fait face à des challenges importants.

Rencontre avec le général Jean-Marc Laurent.

Sans aucun doute, l'Aquitaine, et plus largement la zone sud-ouest, représente un pôle aéronautique et de défense sans équivalent en Europe. Une force et une originalité dues à une intégration étatique et privée, opérationnelle et industrielle optimale basée sur un fonctionnement selon une logique de *cluster* comme l'explique

le général Jean-Marc Laurent: « Nous avons d'un côté la présence nombreuse de toutes les armées et services techniques de la Défense et

Jean-Marc Laurent, Général de corps aérien, ancien pilote de chasse. Responsable exécutif de la chaire « Défense et aérospatial » de la Fondation Bordeaux Université¹.

¹ Chaire « Défense et Aérospatial », Fondation Bordeaux Université, université de Bordeaux, Sciences Po Bordeaux, Dassault Aviation, Safran, Thales



www.fondation.univ-bordeaux.fr/projet/chaire-defense-aerospatial

de l'autre, de grandes entreprises privées comme Dassault, Thales, Safran, Sabena Technics... au milieu d'un tissu extrêmement dense de PME ou PMI équipementiers ou sous-traitants de l'aéronautique en particulier militaire ». Pour accompagner le développement de cette filière ô combien stratégique, il était indispensable d'y associer le site universitaire bordelais qui, à travers la formation, la recherche et l'innovation se place comme un partenaire de premier plan pour cette industrie et en assure la pérennité des savoirs en la matière. La chaire « Défense et aérospatial » a été créée en 2014 dans cette logique et favorise ce lien entre université, industrie et défense. Elle répond à la nécessité de développer une connaissance plus approfondie et une meilleure compréhension des questions liées à la défense en général et à son volet aérospatial en particulier aussi bien auprès des étudiants et des chercheurs, que du grand public ou des professionnels civils et militaires. Un devoir primordial en ces temps où les questions sécuritaires ont pris une place centrale dans la vie des citoyens.

Créer un « esprit de défense »

« La jeune génération d'aujourd'hui a peur du contexte actuel qu'elle maîtrise mal, elle manque de repères et peine parfois à comprendre la situation du monde dont elle a hérité. Elle tend aussi à perdre confiance vis-à-vis de schémas politiques qui n'arrivent pas à préserver la paix et la sécurité. Je suis submergé de questions et de demandes d'explications sur les problématiques de défense et de résilience de notre société. Mon ambition, et je

MTI

pense que c'est la mission de tous les établissements d'enseignement supérieur, est d'essayer de leur apporter des éclairages et des clés de compréhension. Car tant qu'ils n'auront pas de réponses, ils ne pourront pas se faire un avis rationnel et pourront être tentés par des raisonnements aussi réducteurs que dangereux. La peur a un effet majeur, elle favorise la montée des extrêmes qui promettent des lendemains plus heureux » insiste le général Laurent. Une question d'éducation essentielle selon lui, dans un contexte international qui se transforme rapidement et plus particulièrement en France, où l'apprentissage des questions de défense a souvent été assimilé à une forme de « militarisation » des esprits.

Il en résulte dans l'imaginaire collectif, un amalgame flou entre l'armée, la défense nationale, la sécurité... « Il y a un conflit générationnel entre ceux qui gardent une image passiviste de l'armée et ne la considère pas comme un pilier de la démocratie et ceux qui voient dans l'action des forces un garant de la paix et de la résilience de la Nation » commente le général. L'école et l'université doivent contribuer à restaurer la réalité des rôles de l'État, des forces armées et de l'industrie. »

Penser l'impensable

Point d'autant plus déterminant que face à l'escalade généralisée des tensions qui conduisent à la multiplication des opérations militaires de restauration ou de maintien de la paix et aux menaces sur la sécurité intérieure confrontée à la montée des terrorismes, il faut à la fois gérer le temps court de réponse opérationnelle et s'inscrire dans le temps long de préparation de l'avenir. Anticiper et ne pas se limiter à adapter l'outil de défense aux seuls combats d'aujourd'hui... « L'outil de défense que nous construisons doit être calibré par rapport à l'hypothèse lourde d'une crise internationale majeure. Beaucoup de signes montrent aujourd'hui que la résurgence d'un conflit de haute intensité est probable » précise le général.

Par ailleurs, le dispositif national de défense doit être assez polyvalent pour faire face à une multitude d'autres dangers parmi lesquels une lutte contre le terrorisme amplifiée par l'utilisation inattendue et néfaste des nouvelles technologies. « Une menace diffuse avec des combats irréguliers. La capacité des terroristes à innover dans l'horreur est immense et il nous faut anticiper leurs modes d'actions » souligne le général. L'autre épée de Damoclès planant sur nos têtes est liée au réchauffement climatique qui pourrait générer de graves conflits globaux ou régionaux entre états qui s'affronteraient



pour exploiter les ressources d'une planète qui désormais les compte. La défense se cale sur le cas ultime et la politique sur le cas moyen... Tout l'enjeu est de trouver des compromis entre les deux...

Avoir une longueur d'avance

Autant de situations qu'il faut anticiper sans se lancer, malgré tout, dans une course effrénée à la sécurité, mais en préparant sereinement les réponses à ces défis. Essayer de toujours avoir une longueur d'avance et investir pour éviter de se retrouver acculé. Mais comme le souligne le général Laurent, un appareil de défense est par nature complexe et nécessite des investissements qui semblent toujours importants à court terme. Cependant, ces coûts doivent se mesurer à l'échelle du temps durant lesquels ils restitueront tous leurs effets. Par exemple, les systèmes conçus dans les années 70-80 comme les Mirage 2000, les porte-avions, les frégates ou les chars Leclerc sont toujours en service et continueront à être utilisés pendant de longues années. Le fameux Rafale qui date du milieu

des années 80, poursuivra sa carrière quant à lui, jusqu'en 2040... Le problème est le délai consacré au maintien opérationnel des systèmes de défense. « En la matière, le temps perdu n'est pas rattrapable et se paie inévitablement par une régression de la capacité à se défendre insiste le général. Actuellement d'autres puissances

« La capacité des terroristes à innover dans l'horreur est immense et il nous faut anticiper leurs modes d'actions. »

investissent considérablement dans des technologies d'avenir et toute hésitation de notre part à suivre le mouvement se traduira par une perte de notre souveraineté et d'indépendance de notre Nation. »

En revanche, « à défaut de moyens financiers extensibles au-delà d'un seuil acceptable nuance-t-il, la grande force de notre pays est cette puissante capacité de coopération existante entre les industriels, les militaires et les universitaires. C'est une longueur d'avance qu'il faut conserver et qui devrait nous permettre d'anticiper et de préparer au mieux l'avenir ».

■ Propos recueillis par **SBS**